



Burundi : l'armée dans la crise

Rapport Afrique N°247 | 5 avril 2017

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. De la crise politique à la crise de l'armée	3
A. Purges et représailles	3
B. Désertions et tentatives d'organisation à l'étranger	5
III. La fin des apparences : la remise en cause de l'accord d'Arusha dans l'armée	7
A. L'intégration sans la cohésion : la réforme de l'armée	7
B. Le clientélisme comme mode de gouvernance	9
C. La politique internationale de l'armée burundaise remise en cause	11
IV. L'avenir de l'armée à l'image de l'avenir du pays	15
V. Conclusion	18
ANNEXES	
A. Carte du Burundi	19
B. A propos de l'International Crisis Group	20
C. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014	21
D. Conseil d'administration de l'International Crisis Group	23

Synthèse

En l'espace de deux ans, la crise burundaise s'est enlisée. Après la réélection, en juillet 2015, du président Nkurunziza – dont la candidature, en avril, avait déclenché les troubles – et face à l'échec de la médiation, elle s'est transformée en conflit de basse intensité et près de 400 000 Burundais ont fui leur pays. Depuis la tentative de coup d'Etat de mai 2015, la polarisation politique a violemment atteint l'armée. Une série d'attaques a ciblé de nombreux officiers adhérant au projet politique du président ou soupçonnés de sympathiser avec les putschistes. Des tentatives d'assassinat ont aussi eu lieu à l'étranger. La réputation de l'institution, dont la réforme a été soutenue depuis dix ans par les bailleurs étrangers, en pâtit. La formation dispensée par les partenaires internationaux a pris fin, et sa lucrative participation aux opérations de maintien de la paix à l'étranger est contestée. Une armée divisée et découragée est un risque majeur pour la stabilité du pays. Seul un dialogue entre le gouvernement et l'opposition pourrait donner des assurances aux officiers qui résistent à la politisation de l'institution. Il est plus urgent que jamais.

Longtemps décrite comme la vitrine de l'accord d'Arusha de 2000 qui a mis fin à la guerre civile, l'armée incarne aujourd'hui la crise burundaise mieux que toute autre institution. Du fait de sa composition multiethnique, des formations dispensées par les partenaires extérieurs et de son rôle dans le maintien de la paix à l'étranger, l'armée burundaise avait acquis une bonne réputation à l'extérieur et un statut avantageux à l'intérieur du pays. Mais elle souffrait en même temps de fragilités latentes et la crise de 2015 a facilement brisé le double consensus sur lequel reposait la stabilité du régime burundais : celui entre l'armée et le pouvoir et celui, interne à l'armée, entre les ex-rebelles, issus majoritairement du parti au pouvoir, et les militaires de la vieille garde. Depuis lors, le régime s'efforce de capturer l'institution militaire par une campagne de purge et d'élimination en son sein des opposants réels ou supposés au troisième mandat – en premier lieu les officiers de l'armée de l'avant-guerre et les officiers tutsi, mais aussi des ex-rebelles hutu, y compris des officiers haut gradés.

La crise actuelle, qui prend la forme d'assassinats croisés de militaires, remet violemment en cause l'accord d'Arusha au niveau de l'armée et les efforts de dépolitisation et de professionnalisation menés depuis dix ans, révélant les tensions politico-ethniques à l'œuvre dans les coulisses de l'institution en dépit de ses transformations. Elle provoque de nombreuses défections et rend son avenir incertain. Les Nations unies et l'Union européenne sont réticentes à l'accroissement de la participation du Burundi aux missions de maintien de la paix et ont pris des mesures pour la limiter. Celle-ci ayant constitué un antidote à la paupérisation et favorisé l'intégration de ses différentes composantes, sa remise en cause et celle des soutiens externes qui l'accompagnent pourraient conduire à terme à la perte des avantages économiques et sociaux liés au métier militaire. Cela constitue un risque supplémentaire pour la stabilité du pays.

Appauvrie et polarisée sur les plans politique et ethnique, l'armée se recentre autour du noyau loyaliste et les confrontations ouvertes entre factions de l'armée ont été évitées depuis 2015. Mais ce calme apparent et très relatif se fonde principalement sur la peur et les observateurs extérieurs ne devraient pas être dupes. L'armée telle qu'on l'a connue depuis 2004 est en ruines, et ne pourrait se rétablir qu'au prix

d'une résolution politique inclusive, perspective qui semble s'éloigner avec le durcissement continu du régime et les difficultés rencontrées par la médiation de l'ex-président tanzanien Benjamin Mkapa. Faute de cela, deux scénarios sont envisageables pour l'avenir de l'armée : une nouvelle confrontation majeure, qui pourrait prendre la forme d'un nouveau putsch, ou un déclin silencieux et inexorable.

Dans cette situation, seules des garanties sur la pérennité de l'accord d'Arusha, dont découle la réussite relative de l'intégration de l'armée depuis 2004, ou son adaptation consensuelle, pourraient rassurer les officiers en leur donnant les assurances nécessaires sur leur avenir et celui de leur institution. Malgré l'intransigeance du gouvernement, qui a rendu les tentatives de médiation très difficiles, les Nations unies, l'Union africaine, la Communauté d'Afrique de l'Est et l'Union européenne devraient redoubler d'efforts pour qu'un dialogue inclusif entre le gouvernement et l'opposition en exil ait lieu, et les partenaires qui ont soutenu l'armée depuis 2004 ne devraient pas réinvestir dans la formation d'une institution désormais très politisée, tant qu'elle reste sous le contrôle d'un régime autoritaire et violent. La participation de l'armée burundaise aux opérations de maintien de la paix ne devrait se poursuivre que sous les conditions strictes de contrôle (*vetting*) des individus qui y prennent part. La crise au sein de l'armée, à l'image de celle que traverse le pays, souligne le risque d'un pourrissement durable de la situation.

Nairobi/Bruxelles, 5 avril 2017

Burundi : l'armée dans la crise

I. Introduction

La crise burundaise, née en avril 2015 du désaccord sur la légitimité de la troisième candidature du président Pierre Nkurunziza, se poursuit.¹ Depuis sa réélection en juillet 2015, le régime et ses opposants sont engagés dans une lutte armée de basse intensité. Au cours des manifestations contre le troisième mandat (avril-juillet 2015), l'armée s'est gardée de prendre part à la crise politique, observant ses développements sans contribuer à la répression. À l'inverse de la police, les militaires ont évité d'avoir recours à la force. Certains se sont même interposés entre les manifestants et les policiers, ce qui a parfois conduit à des violences entre policiers/agents des renseignements et militaires.²

Cependant, la tentative de putsch du 13 mai 2015 a mis en lumière des dissensions au sein de l'institution militaire.³ L'accord d'Arusha, qui a consacré en 2000 le principe de la parité ethnique dans les forces de sécurité, et les accords ultérieurs avec le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) et les Forces nationales de libération (FNL), groupe rebelle hutu issu de la guerre civile et grand rival des FDD, ont abouti à un processus d'intégration des rebelles dans l'armée, soutenu par certains garants d'Arusha, y compris les Nations unies et l'Afrique du Sud.⁴ La Force de défense nationale (FDN) est née en 2004 de la fusion des groupes rebelles et d'une armée composée en majorité de et dirigée par des Tutsi. Les ex-Forces armées burundaises (ex-FAB) constituent la vieille garde de l'armée, majoritairement tutsi, tandis que les ex-Partis et mouvements politiques armés (ex-PMPA) sont les anciens combattants des groupes armés, majoritairement hutu, y compris les FDD maintenant au pouvoir, qui ont été intégrés dans l'armée depuis les accords de paix.⁵

La tentative de renversement du pouvoir – lors d'un déplacement du président Nkurunziza en Tanzanie, où il assistait à un sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est – a été menée par Godefroid Niyombare, ancien chef d'état-major et figure historique très populaire du parti au pouvoir, et Cyrille Ndayirukiye, ancien ministre

¹ Crisis Group suit la crise burundaise depuis son commencement et a décrypté ses différentes phases. Voir les rapports Afrique de Crisis Group N°224, *Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?*, 17 avril 2015 ; et N°235, *Burundi : anatomie du troisième mandat*, 20 mai 2016 ; et le briefing Afrique N°111, *Burundi : la paix sacrifiée ?*, 29 mai 2015.

² « Burundi : un militaire tué par un officier du renseignement, neuf manifestants blessés », *Le Monde*, 30 avril 2015.

³ Sur cette tentative de putsch, lire le briefing de Crisis Group, *Burundi : la paix sacrifiée ?*, op. cit. ; et « Christine Deslaurier : "Pierre Nkurunziza avait bien préparé ses arrières" », *Jeune Afrique*, 21 mai 2015.

⁴ Très majoritairement hutu, ces deux partis ont lutté par les armes contre le régime du président Buyoya et ont boycotté l'accord d'Arusha avant de rejoindre le processus de paix en 2003 (CNDD-FDD) et en 2009 (Forces nationales de libération).

⁵ Pour plus d'information sur les FDD, voir le rapport de Crisis Group, *Burundi : anatomie du troisième mandat*, op. cit.

de la Défense issu des ex-Forces armées burundaises. Dévoilant l'opposition de certains officiers au troisième mandat, elle a fait entrer de plain-pied l'armée dans le tourbillon politique. Ndayirukiye et trois autres généraux ont été condamnés à la prison à perpétuité et Niyombare est parti en exil.⁶ Puis la violence politique a fait intrusion dans l'armée : le régime est passé de la suspicion à l'élimination afin d'y éradiquer toute poche de résistance.

L'armée nationale et ses factions dissidentes sont loin d'être les seuls acteurs des violences qui secouent le Burundi depuis 2015. Tandis que l'armée a été reconstituée dans le respect de l'accord d'Arusha, les quotas n'étaient pas respectés dans la police, dont de très nombreux agents sont aujourd'hui issus des ex-PMPA, et ils ne s'appliquaient pas strictement au service de renseignement.⁷ Le régime a donc pu installer dans ces deux institutions d'anciens alliés de la guerre civile ; aujourd'hui, elles lui sont largement inféodées et leurs instances de direction sont très politisées. Le service de renseignement, très proche des PMPA, et autrefois dirigé par une figure radicale du régime, Adolphe Nshimirimana, est depuis longtemps l'institution la plus crainte au Burundi.

Les Forces nationales de libération (FNL) sont entrées dans les négociations de paix après tous les autres groupes armés, et leur intégration au sein de la Force de défense nationale (FDN) n'a commencé qu'en 2009. Après le boycott des élections de 2010 par leur parti politique, elles ont fait l'objet d'une répression féroce de la part du régime, et une partie des FNL ayant intégré la FDN a fui, certains rejoignant le maquis dirigé par Aloys Nzabempema dans le Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC). La crise a accéléré ces désertions et intensifié la répression contre les militants des Forces nationales de libération alors que leur chef historique, Agathon Rwasa, est resté au Burundi et siège au parlement depuis les élections de 2015.

⁶ « Burundi ex minister, generals, jailed for life over coup », Reuters, 15 janvier 2016.

⁷ Si l'accord d'Arusha pose le principe de la correction des déséquilibres ethniques dans les corps de défense et de sécurité (dont fait partie le service de renseignement), il ne mentionne pas le quota de 50 pour cent pour le service de renseignement, contrairement à l'armée et la police. Articles 12-3 et 16 de l'accord d'Arusha, 28 août 2000.

II. De la crise politique à la crise de l'armée

A. Purges et représailles

La lutte de 2015 contre le troisième mandat s'est prolongée en 2016 au sein de l'institution militaire. La série d'assassinats croisés d'officiers suscite alors un climat de paranoïa et crée d'importantes tensions dans l'armée.

Depuis août 2015, les meurtres de militaires n'ont pas cessé. L'identité des victimes – très souvent des officiers – indique qu'il s'agit d'assassinats ciblés s'inscrivant majoritairement dans une logique de représailles entre ceux qui sont en faveur du troisième mandat et ceux qui s'y opposent. Ainsi, l'assassinat du général Adolphe Nshimirimana, l'ancien chef du service de renseignement, le 2 août 2015 est suivi le 15 août par l'assassinat du colonel Jean Bikomagu, ex-Forces armées burundaises (ex-FAB), chef d'état-major lors du coup d'Etat contre le président (hutu) Ndadaye en 1993 et de ce fait symbole de la vieille garde militaire tutsi et du refus d'un pouvoir hutu.⁸

Le 22 mars 2016, le lieutenant-colonel Darius Ikurakure (ex-Partis et mouvements politiques armés et chargé de la répression dans les quartiers nord de Bujumbura), et, quelques heures plus tard, le major Didier Muhimpundu (ex-FAB), sont assassinés.⁹ Le chef d'état-major ex-FDD, le général Prime Niyongabo, échappe à un attentat en septembre 2015, tandis que le général Athanase Kararuzza (ex-FAB et conseiller militaire du premier vice-président) tombe dans une embuscade devant le lycée du Saint-Esprit à Bujumbura le 25 avril 2016.¹⁰

Si les ex-FAB (actifs et à la retraite) sont les premiers à être suspectés par le régime, la violence de ce dernier n'épargne pas les ex-Partis et mouvements politiques armés opposés au troisième mandat, comme le colonel Emmanuel Buzubona, ancien numéro 2 du renseignement militaire burundais, assassiné le 20 avril 2016.¹¹ Quand ils ne sont pas tout simplement revendiqués par un groupe armé, comme l'élimination de Darius Ikurakure par les Forces républicaines du Burundi (Forebu), le modus operandi de certains meurtres révèle une signature militaire (armement, connaissances

⁸ Il est de notoriété publique que Jean Bikomagu a joué un rôle majeur dans le putsch sanglant de 1993. Entretien de Crisis Group, cadre de l'armée, Bruxelles, juin 2016. Nigel Watt, *Burundi, the biography of a small African country* (London, 2016), p. 47.

⁹ Les hommes d'Ikurakure étaient notamment déployés dans les quartiers de Ngagara, Cibitoke, Mutakura et Kinama, à Bujumbura. Il était notoirement connu pour avoir participé à l'opération brutale de l'armée contre des rebelles qui n'ont jamais été clairement identifiés en province de Cibitoke au début de l'année 2015, à la défense de la Radio-Télévision nationale du Burundi (RTNB) lors de la tentative de putsch en mai 2015, et à la répression dans le quartier de Nyakabiga à Bujumbura le 11 décembre 2015. Il a été décoré à titre posthume par le président de la République lors de la fête de l'indépendance, le 1^{er} juillet 2016. Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bujumbura, mars 2016. « Un anniversaire sous le signe de la loyauté », *Iwacu*, 1^{er} juillet 2016.

¹⁰ « Burundi : le chef d'état-major échappe de justesse à un attentat », Radio France Internationale (RFI), 11 septembre 2015. « Assassinat du général Athanase Kararuzza : une embuscade bien montée », *Iwacu*, 2 mai 2016.

¹¹ Arrêté le 12 décembre 2015 par le service de renseignement sur la base de soupçons de collaboration avec les opposants à un troisième mandat du président Nkurunziza, avant d'être relâché quelques jours plus tard, il a été abattu dans le quartier de Kinama à Bujumbura. « Burundi : un officier de l'armée tué », BBC, 21 avril 2016.

des habitudes des victimes, accès aux lieux, etc.).¹² A ces assassinats croisés s'ajoutent des actes de violence entre militaires que le régime s'efforce de minimiser, à défaut de pouvoir les dissimuler (un mort le 28 mars 2016 au camp de Muzinda, plusieurs au sein de la garde présidentielle le 19 juin à Bujumbura).¹³

Dans ce climat, le service de renseignement procède à des arrestations parmi les militaires actifs et retraités qui aboutissent parfois à leur disparition. Une liste exhaustive de ces arrestations est impossible à établir mais certains cas sont particulièrement révélateurs du ciblage des ex-FAB par le service de renseignement. En 2016, des retraités ex-FAB ont été arrêtés ou tués, des militaires arrêtés en septembre ont été condamnés pour atteinte à la sûreté de l'Etat, et un adjudant est mort dans les locaux des services de renseignement le 14 septembre.¹⁴ Après les officiers, la répression semble maintenant se concentrer sur les cadres intermédiaires de l'armée (sous-officiers) ainsi que sur les retraités. Le climat de peur est tel que les militaires ex-FAB qui servent en Somalie appréhendent de rentrer au pays en permission – plusieurs d'entre eux ayant été arrêtés à leur retour.¹⁵

Les autorités nient la gravité de la crise, affirment qu'il s'agit d'une déstabilisation conduite de l'extérieur et « qu'il n'y a pas de malaise dans l'armée ». ¹⁶ Pourtant, la violence à caractère militaire a continué fin 2016 et début 2017 : tentative d'assassinat de Willy Nyamitwe le 28 novembre, affrontement faisant plusieurs victimes dans les rangs de la Force de défense nationale au Sud-Kivu en RDC le 21 décembre, assassinat du ministre de l'Environnement le 1^{er} janvier, attaque sur le camp militaire de Mukoni, dans la province de Muyinga le 23 janvier, suivie par une nouvelle vague d'arrestations dans les milieux militaires, et affrontement entre une faction des

¹² Le Forebu est un groupe rebelle initialement dirigé par Godefroid Niyombare. « Burundi : le Forebu revendique l'assassinat d'un officier de l'armée », Africanews, 23 mars 2016. Le lieutenant-colonel Darius Ikurakure a été tué dans l'état-major par une personne en treillis qui s'est enfuie en voiture. Plusieurs sources concordantes indiquent que son assassin serait un militaire dont certains parents auraient été victimes de la répression à Mutakura en décembre. Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bujumbura, mars 2016 ; cadre de l'armée, Nairobi, août 2016.

¹³ A Muzinda, un caporal-chef ex-FDD aurait tenté de jeter une grenade sur d'autres militaires et aurait été victime de son geste. Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bujumbura, mars 2016. Selon la version officielle, deux personnes ont été tuées le 19 juin, dont un membre de l'escadron blindé de la garde présidentielle, mais un témoin parle d'au moins cinq morts. « Un militaire se tue après avoir blessé son collègue », RTNB, 20 juin 2016. Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bujumbura, juin 2016.

¹⁴ « Rapport n°29 », SOS-Torture/Burundi, 2 juillet 2016 ; « Rapport n°44 », SOS-Torture/Burundi, 15 octobre 2016 ; « Bulletin spécial sur la répression du pouvoir contre des militaires et policiers », Ligue burundaise des droits de l'Homme Iteka, septembre 2016 ; « Les familles des militaires arrêtés au Burundi de plus en plus inquiètes », RFI, 29 septembre 2016.

¹⁵ Entretien de Crisis Group, cadre de l'armée burundaise, Nairobi, août 2016 ; militaire, Bangui, novembre 2016.

¹⁶ « Pas de défection au sein de l'armée du Burundi, selon le porte-parole de la FDN », Bonesha FM, 25 mars 2016 ; « Général-major Prime Niyongabo : "Il n'y a pas de malaise à l'armée" », vidéo, YouTube, mise en ligne le 5 avril 2016, www.youtube.com/watch?v=1Qq2V6nURzU. « Les officiers militaires, nouvelles cibles des malfaiteurs : le porte-parole de l'armée donne sa version », Infos Grands Lacs, 12 avril 2016.

Forces nationales de libération et l'armée à Gatumba, dans la province de Bujumbura rural, le 7 février.¹⁷

B. Désertions et tentatives d'organisation à l'étranger

La peur d'être tué renforce le mouvement de désertions observé dans l'armée burundaise depuis 2015 et confirmé notamment par les Nations unies.¹⁸ Selon des sources militaires burundaises, entre 600 et 2 000 hommes auraient fait défection depuis le début de la crise, dont des officiers de haut rang.¹⁹ Parmi eux figurent le lieutenant-colonel Alexandre Mbazumutima, chargé des renseignements à la 120^{ème} brigade, le major Emmanuel Ndayikeza, commandant en second du Bataillon de soutien de la première région militaire, une unité d'élite basée à Bujumbura, et le colonel Edouard Nshimirimana, responsable des transmissions et des communications militaires, qui auraient tous déserté, le dernier avec une quarantaine de soldats en emportant des armes, des munitions et des équipements de communication.²⁰ Plusieurs désertions ont eu lieu à l'été 2016 en Ethiopie, en Belgique et à l'Institut supérieur des cadres militaires.²¹

Parallèlement, plusieurs groupes armés d'opposition sont apparus. Le RED-Tabara (Résistance pour un Etat de droit au Burundi) et les Forces républicaines du Burundi (Forebu) sont nés fin 2015/début 2016 tandis qu'un groupe de combattants des Forces nationales de libération commandé par Aloys Nzabampema, en dissidence avec le chef historique Agathon Rwaswa, est actif à la frontière congolo-burundaise depuis plusieurs années.²²

Ce dernier groupe ne communique pratiquement pas tandis que les deux premiers ont affiché leur volonté de recourir aux armes contre le régime sans pour autant s'opposer aux tentatives de médiation.²³ Tous les trois ont très probablement des relais à l'intérieur du pays. Le RED-Tabara est la branche armée du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) d'Alexis Sinduhidje et le Forebu est dirigé par le colonel Nshimirimana depuis que le général putschiste Godefroid Niyombare a pris

¹⁷ Respectivement : « Tentative d'assassinat contre Willy Nyamitwe : les deux camps sont déchaînés », *Iwacu*, 5 décembre 2016. « Révélation/Une incursion tourne mal dans l'Est de la RDC », *Iwacu*, 2 janvier 2017. « Burundi : assassinat du ministre de l'environnement », *Le Monde*, 1^{er} janvier 2017. Une vingtaine de militaires ont été arrêtés ; certains sont morts et sept ont été condamnés à l'issue d'un procès expéditif ; un major aurait été exécuté par un de ses collègues lors d'une tentative d'arrestation mais l'armée dément et parle d'une malencontreuse erreur ; « Tentative de vol ou montage », *Iwacu*, 2 février 2017. « Tweet de SOS Médias Burundi, @SOSMediasBDI, 9h19, 7 février 2017 », <https://twitter.com/SOSMediasBDI/status/828941151629615104>.

¹⁸ « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », Conseil de sécurité des Nations unies S/2016/466, 23 mai 2016, paragraphes 34 et 36.

¹⁹ Entretiens de Crisis Group, cadres de l'armée, Nairobi et Bruxelles, juin 2016.

²⁰ « Burundi : deux responsables désertent l'armée », RFI, 3 octobre 2015. « Fears grow in Burundi as executions and desertions undermine army », *The Guardian*, 29 avril 2016.

²¹ « Point de presse sur des cas de désertions à la FDN », ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants, 19 août 2016. « Burundi: Tutsi army officers on mission abroad choose to defect instead of returning home », *International Business Times*, 18 août 2016.

²² Entretien de Crisis Group, membre des Forces nationales de libération, Nairobi, août 2016.

²³ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, membres de groupes armés, août 2016.

un rôle de deuxième plan, au moins dans les interventions médiatiques.²⁴ Ce groupe est le seul à être majoritairement constitué de militaires qui ont servi dans la Force de défense nationale, son noyau dur étant formé par les militaires impliqués dans le putsch du 13 mai 2015.

Les dirigeants du RED-Tabara et du Forebu étant en exil comme la plupart des opposants, le régime tente de les atteindre en terre étrangère. Il emploie des éléments des services de renseignement et des Imbonerakure pour infiltrer les camps de réfugiés et les milieux d'opposition.²⁵ Des tentatives de meurtre d'opposants (pas forcément liés aux groupes armés) ont déjà eu lieu à Nairobi (Kenya) et à Kampala (Ouganda).²⁶

²⁴ Sur Alexis Sinduhidje et le RED-Tabara, voir « Rapport final du groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », op. cit., paragraphe 33. « Communiqué de presse du Forebu », 18 août 2016.

²⁵ Les Imbonerakure sont la branche des jeunes du parti au pouvoir mais comptent aussi de nombreux démobilisés. « Réfugiés burundais : la vie en exil », commentaire de Crisis Group, 25 octobre 2016. « Fleeing Burundi won't protect you from its government », *Foreign Policy*, 4 novembre 2016.

²⁶ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Nairobi, août 2016. « Burundi : un journaliste en exil agressé au couteau », *Jeune Afrique*, 3 août 2016. « Burundi. Répression aux dynamiques génocidaires », FIDH/Ligue Iteka, novembre 2016. « Two police officers, taxi driver charged with abducting Interpol official », *The Star*, Nairobi, 30 mai 2016.

III. La fin des apparences : la remise en cause de l'accord d'Arusha dans l'armée

A. L'intégration sans la cohésion : la réforme de l'armée

Créée en 2004, la Force de défense nationale est le produit d'un compromis politico-militaire. Après trois décennies de dictature militaire mono-ethnique, les signataires de l'accord d'Arusha avaient accepté le principe d'une composition ethnique paritaire des forces de sécurité (50 pour cent de Hutu et 50 pour cent de Tutsi) et l'avaient inscrit dans le troisième protocole.²⁷ La durée de cet équilibre ethnique restait à déterminer et n'a pas été fixée par la suite.²⁸ En 2003, dans le cadre des négociations de paix avec le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), ce compromis sur la composition ethnique a été complété par un compromis sur la composition politique des forces de sécurité. Selon l'Accord technique des forces, 40 pour cent des postes de commandement dans l'armée devaient revenir au CNDD-FDD.²⁹

Pour atteindre ce double objectif ethnique et politique, la Force de défense nationale est passée par une phase de démobilisation et de restructuration. De 2004 à 2008, 41 000 ex-Forces armées burundaises (ex-FAB) et 15 500 ex-Partis et mouvements politiques armés (ex-PMPA) ont été démobilisés.³⁰ Dans la perspective d'une armée de 25 000 hommes dont la moitié devait être hutu, ceci a surtout concerné les militaires tutsi. Soutenue par des partenaires extérieurs, l'opération d'entrée et de sortie de l'armée (démobilisation des ex-FAB et intégration des ex-rebelles) s'est déroulée sans heurts alors qu'elle était considérée comme le défi majeur du nouveau régime et le principal risque de déstabilisation de la transition. Le pacte politique entre les ennemis d'hier sur un partage du pouvoir a joué un rôle majeur dans la formation en quatre ans d'une nouvelle armée, considérée comme un succès tant par les militaires burundais que par les partenaires étrangers.

Cependant, le processus n'a pas été parfait. Les combattants démobilisés ont gardé des armes et contribué à la hausse de la criminalité.³¹ Le pactole de départ pour les jeunes officiers ex-FAB étant de 300 euros et trois mois de solde, la réintégration dans la vie civile a été difficile pour beaucoup d'entre eux.³²

Les évaluations de la réforme de l'armée confondent généralement l'intégration et la cohésion. L'intégration, d'abord par les processus de désarmement à partir du

²⁷ Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, protocole III, article 14-1. g., 28 août 2000.

²⁸ « Pendant une période à déterminer par le Sénat, la Force de Défense Nationale ne compte pas plus de 50% des membres appartenant à un même groupe ethnique tant au niveau du commandement qu'au sein des troupes. » Loi n°1/019 du 31 décembre 2004 portant création, organisation, missions, composition et fonctionnement de la Force de défense nationale, article 14.

²⁹ Protocole de Pretoria, 8 octobre 2003 et Accord technique des forces, chapitre 2, article 2, novembre 2003.

³⁰ Nina Wilén, « From Foe to Friend? Army integration after war in Burundi, Rwanda and the Congo », *International Peacekeeping*, 11 novembre 2015.

³¹ Entretien de Crisis Group, ex-démobilisé, Bruxelles, juin 2016.

³² Entretien de Crisis Group, ex-démobilisé, Bruxelles, juin 2016. *Burundi, the biography of a small African country*, op. cit.

début des années 2000, puis par un état-major intégré, et finalement à travers les déploiements internationaux, a permis à d'anciens ennemis de mieux se connaître. Ceci pourrait d'ailleurs expliquer les alliances entre ex-Partis et mouvements politiques armés (ex-PMPA) et ex-Forces armées burundaises (ex-FAB) derrière la tentative de putsch de mai 2015.

Pourtant, une socialisation professionnelle séparée pour les ex-FAB et les ex-FDD était le signe d'un déficit de cohésion. A titre d'exemple, le mess des officiers à Bujumbura n'était pas fréquenté par les officiers ex-FDD qui avaient leurs propres lieux de socialisation, notamment les bars du général Nshimirimana. Les tentatives de fraternisation entre ces deux groupes d'officiers étaient parfois mal vues de part et d'autre. Les préjugés demeurant, leurs interactions se limitaient au travail quotidien. Les uns et les autres pouvaient employer une terminologie péjorative pour se désigner : pour les ex-FAB, les PMPA étaient des « hommes de la brousse » ; tandis que pour ces derniers, les ex-FAB étaient des « *mujeris* » (petits chiens).³³

Par ailleurs, les ex-FAB éprouvaient une rancœur silencieuse face au plafond de verre qu'imposait le rééquilibrage politico-ethnique du corps des officiers et à la promotion ultra-rapide d'officiers ex-PMPA qui n'avaient ni leur expérience militaire ni leur niveau d'éducation.³⁴ Les Forces nationales de libération qui ont intégré l'armée en petit nombre après l'accord de 2008 ne semblent pas avoir trouvé leur place dans l'institution. Certains l'ont même quittée par découragement.³⁵

En outre, l'unification du commandement était plus théorique que réelle. Conscients d'être incorporés dans une institution qu'ils ne contrôlaient pas, à l'inverse de la police et du service de renseignement, les ex-FDD ont mis en place un système hiérarchique parallèle. La chaîne de commandement militaire officielle était court-circuitée par leur propre réseau qui remontait à Adolphe Nshimirimana et à la présidence. Cela posait des problèmes en termes de discipline, de promotion et de gestion du personnel. Certains militaires intégrés au système parallèle faisaient fi de la hiérarchie et de la discipline, se sachant couverts en haut lieu et sûrs de leur avancement. Cela conduisait à une gestion opaque des grades, voire à des refus de formation.³⁶ De plus, cela soumettait l'armée à une hiérarchie à la fois officieuse, partisane et connue de tous.

Ce commandement parallèle de l'armée a renforcé la politisation des officiers et nui à l'esprit de corps.³⁷ Avant sa disparition, le général Adolphe Nshimirimana occupait une position stratégique au croisement de la présidence, du secteur de sécurité, de

³³ Entretiens de Crisis Group, militaires burundais, Nairobi, août 2016.

³⁴ Certains officiers ex-FAB ont préféré quitter l'armée plutôt que de servir sous les ordres d'ex-PMPA. Les officiers supérieurs ex-FAB qui sont restés estiment que leurs chances de promotion sont très réduites par rapport aux ex-PMPA et s'en plaignent. Entretiens de Crisis Group, ex-démobilisé, Bruxelles ; militaires, Nairobi, août 2016.

³⁵ Entretiens de Crisis Group, membres des Forces nationales de libération, Nairobi, Bruxelles, juin 2016.

³⁶ La majeure partie des avancements d'officiers était décidée ailleurs qu'à la direction du personnel de l'armée. « Pourquoi aller en formation alors que l'avancement est politique ? », s'interroge un militaire. Entretien de Crisis Group, Nairobi, août 2016.

³⁷ La politisation de la Force de défense nationale fait partie des menaces identifiées dans la politique nationale de défense. « Politique nationale de défense », ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants, Bujumbura, juin 2013, p. 15.

réseaux de trafics, des Imbonerakure et des vétérans du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie réunis au sein de l'association Nonoka ; il faisait donc office de pilier du système de commandement parallèle qui est au cœur de l'appareil répressif actuel du pouvoir et qui traverse toutes les forces de sécurité : armée, police et service de renseignement.³⁸ La répression est aujourd'hui le fait d'unités particulières au sein des services de sécurité, qui ont des chaînes de commandement courtes et parallèles à la hiérarchie officielle.³⁹

Si l'intégration a permis de former une nouvelle armée, celle-ci a souffert dès le départ d'un manque de cohésion et d'une politisation rampante.⁴⁰ La réussite de l'intégration a été prise pour ce qu'elle n'était pas : une garantie de réconciliation, d'unification et de fraternisation. La coexistence pacifique des ennemis d'hier n'était pas synonyme d'unification et de cohésion du corps, notamment au niveau du commandement.

B. *Le clientélisme comme mode de gouvernance*

Depuis 2005, l'attitude duale du régime, soucieux à la fois de continuer l'intégration et les réformes qui ont permis la participation de l'armée aux missions de maintien de la paix tout en privilégiant les anciens camarades de brousse et en encourageant les comportements criminels, a fortement perturbé le fonctionnement interne de l'institution militaire.

En plus de recourir au clientélisme traditionnel vis-à-vis du corps des officiers (promotions, affectations à l'étranger, etc.), le pouvoir les soudoie et joue sur leurs divisions régionales. Dans le haut-commandement militaire comme au sein du gouvernement, le pouvoir prend soin de respecter l'équilibre ethnique tout en s'assurant de la loyauté des Tutsi qu'il nomme et qui sont considérés comme des « figurants ». ⁴¹ En intégrant une partie du commandement dans son réseau clientéliste, la présidence a contourné le partage du pouvoir dans l'institution militaire. Plusieurs responsables ex-Forces armées burundaises (ex-FAB) jouent ainsi la carte du régime par régionalisme, opportunisme ou cupidité. Cette politisation d'une partie du haut commandement va à l'encontre du principe de neutralité politique établi dans le texte fondateur de la Force de défense nationale.⁴²

L'échec du putsch de mai 2015 a mis en évidence des duplicités et des trahisons dans le haut commandement. La pression du service de renseignement, les divisions latentes entre militaires et l'emploi de certains d'entre eux comme indicateurs ont suscité une paranoïa collective dans le milieu militaire.

³⁸ Son nom ne cesse de revenir dans les trafics de minerais, d'ivoire et d'armes. Entretiens de Crisis Group, militaires, policiers, membres de la société civile, Bruxelles, Nairobi, Bujumbura, mai et août 2016.

³⁹ « Répression aux dynamiques génocidaires », op. cit.

⁴⁰ Plusieurs témoignages font état d'une réalité quotidienne éloignée de l'image d'unité projetée par les militaires burundais auprès des partenaires internationaux. Il était de l'intérêt des militaires et des gestionnaires du programme de réforme de l'armée de développer un récit valorisant la cohésion de la nouvelle institution militaire. « On a dit aux partenaires étrangers ce qu'ils voulaient entendre ». Entretiens de Crisis Group, militaires, Nairobi et Bruxelles, août 2016.

⁴¹ Entretien de Crisis Group, militaire, Nairobi, août 2016.

⁴² Loi n°1/019, op. cit., article 43.

Dans la mission de maintien de la paix en Somalie (Amisom), par exemple, bien que tous les Burundais suivent l'actualité de leur pays grâce aux réseaux sociaux, l'autocensure est de mise et le moral au plus bas.⁴³ La présence d'indicateurs dans les bataillons, confirmée par des casques bleus burundais, suscite peur et méfiance.⁴⁴ Cela se traduit notamment par les nombreuses rumeurs qui circulent sur les hauts gradés, qui confirment ou remettent en cause leur loyauté à l'égard du pouvoir.

Cette relation clientéliste entre le haut commandement et le pouvoir politique permet à ce dernier de maintenir les apparences d'Arusha dans l'armée. Au niveau du commandement de l'Amisom et de l'état-major, l'équilibre ethnique est respecté.⁴⁵ Après une étude du parlement en 2008 sur la composition de l'armée, une commission parlementaire s'est à nouveau penchée sur le sujet et a effectué des visites dans les unités militaires de novembre 2015 à février 2016. Aucune communication officielle sur ses conclusions n'a eu lieu.

Mais le partage du pouvoir militaire est ouvertement remis en cause à plusieurs niveaux. Tout au sommet de la hiérarchie militaire, le consensus tacite qui prévalait sur un partage du commandement entre un ministre et un chef d'état-major issus des deux camps a été rompu avec la nomination de l'actuel ministre de la Défense après le putsch raté de 2015. S'il est tutsi, ce dernier n'est pas issu des rangs des ex-Forces armées burundaises (ex-FAB) mais du CNDD-FDD et est un civil (magistrat). Le principe du bicéphalisme (un ex-FAB et un ex-PMPA) au plus haut niveau de l'institution militaire est abandonné.

Par ailleurs, la situation démographique remet en cause la pérennité de l'accord dans l'armée en jouant en défaveur des ex-FAB. Plus âgés que les rebelles intégrés, ces derniers partent à la retraite et ne sont pas remplacés par d'autres Tutsi.⁴⁶ Très inquiets de cette évolution, les ex-FAB dénoncent un commandement qui ne correspond plus à l'accord d'Arusha et ne pourra y correspondre à l'avenir. En effet, d'une part, compte tenu du climat de terreur et de la polarisation ethnique qui règnent dans les services de sécurité, trouver de nouvelles recrues tutsi risque de devenir une gageure. D'autre part, le gouvernement a décidé de ne plus appliquer le quota 50/50 mais le quota de 40 (Tutsi) /60 (Hutu) pour les recrutements dans l'armée à partir de 2016.⁴⁷

Cette politisation historique de l'armée (la réalité n'a jamais été autre au Burundi), combinée au putsch de mai 2015 qui a mis au jour les loyautés des uns et des autres, a laissé un noyau dur autour du président Nkurunziza. Il se compose d'officiers occupant des postes stratégiques, qui sont ses anciens camarades de la lutte armée au sein du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la

⁴³ Entretien de Crisis Group, militaire, Nairobi, août 2016.

⁴⁴ Entretiens de Crisis Group, cadre de l'armée burundaise, Nairobi, août 2016 ; militaire, Bangui, novembre 2016.

⁴⁵ La vague de nominations d'officiers supérieurs en novembre 2015 respecte le principe de la composition paritaire. Entretien de Crisis Group, cadre militaire, Nairobi, mai 2016. Décret n°100/95 du 5 novembre 2015 portant nomination de certains cadres au ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants et à l'état-major général de la Force de défense nationale.

⁴⁶ Entretien de Crisis Group, militaire, Nairobi, août 2016. Le 31 décembre 2016, 300 militaires ex-FAB, en majorité des Tutsi, ont été mis à la retraite. « Au Burundi, 300 militaires mis à la retraite », Deutsche Welle, 4 janvier 2017.

⁴⁷ « FDN : des quotas contre génocide et coups d'Etat », *Iwacu*, 8 février 2017.

démocratie et combattent désormais leurs anciens compagnons du maquis partis en dissidence.⁴⁸

C. *La politique internationale de l'armée burundaise remise en cause*

La crise actuelle remet progressivement en cause le statut et les avantages acquis par l'armée burundaise depuis 2004. Soumise à une brutale baisse des effectifs à la fin de la guerre civile, la Force de défense nationale a certes été choyée par le pouvoir mais son engagement dans les missions de maintien de la paix a été sa véritable bouée de secours et lui a permis d'être une institution privilégiée dans un Etat pauvre. Cependant, cet effet stabilisateur est potentiellement en train d'être remis en cause par l'attitude jusqu'au-boutiste du régime.

Faire de l'armée la vitrine du processus de paix a permis au régime de développer un discours d'autopromotion auprès de ses partenaires internationaux, de vanter la réussite de la consolidation de la paix à la burundaise et de réduire la présence perçue comme trop intrusive des Nations unies dans le pays.⁴⁹ De son côté, en devenant le meilleur exemple de l'accord d'Arusha, l'armée a amélioré son image et son statut et obtenu des avantages conséquents. Mais c'est surtout sa participation aux missions de maintien de la paix qui lui a procuré de nouveaux avantages : professionnalisation, nouvelles ressources financières tant pour les militaires que pour le gouvernement, postes dans des organismes internationaux, etc. Avec la participation à l'Amisom à partir de 2007, le régime a découvert une stratégie de lutte contre la pauvreté parmi les militaires.

Comme les régimes précédents, les dirigeants qui sont arrivés au pouvoir en 2005 avaient conscience de la nécessité de veiller au bien-être des militaires. Ces derniers ont bénéficié d'une amélioration de leur situation salariale en 2006, d'une politique sociale avantageuse (attributions de crédits immobiliers à des taux préférentiels, prise en charge de la viabilisation des parcelles, gratuité des soins, etc.) et de généreuses promotions (inflation du corps des officiers) qui ont joué un rôle-clé dans la réussite de l'intégration.⁵⁰ Toutefois, le manque de ressources financières de l'Etat n'a pas permis d'éviter les tensions sociales dans l'institution militaire (par exemple, en 2009 au sujet de l'allocation logement).⁵¹

A partir de 2007, la participation à l'Amisom a atténué le choc de la démobilisation/restructuration et la grogne sociale dans une armée pauvre. Alors qu'une nouvelle vague de démobilisation devait avoir lieu, le gouvernement s'est engagé en Somalie et a suspendu la réduction des effectifs. Aujourd'hui, l'armée burundaise compte environ 25 000 hommes dont plus de 5 000 (soit un cinquième) sont déployés en

⁴⁸ Le général Evariste Ndayishimiye en est un exemple typique qui, fort de son parcours dans le maquis, a su gravir les échelons dans le système de Nkurunziza, passant par le poste de ministre de l'Intérieur et des fonctions à l'étranger, pour devenir en 2016 le secrétaire général du parti au pouvoir.

⁴⁹ Nina Wilén, David Ambrosetti, Gérard Birantamije, « Sending peacekeepers abroad, sharing power at home: Burundi in Somalia », *Journal of Eastern African Studies*, 9 mars 2015.

⁵⁰ Entretiens de Crisis Group, ex-démobilisé, Bruxelles, et militaire, Nairobi, août 2016. Entretien téléphonique de Crisis Group, acteur de la réforme du secteur de la sécurité au Burundi, juin 2016.

⁵¹ Entretien de Crisis Group, militaire, Nairobi, août 2016.

Somalie.⁵² Cet engagement permet d'augmenter très substantiellement les salaires des militaires (800 dollars par mois en Somalie contre 40 dollars au Burundi) et, du fait de la durée de la mission, presque toute l'armée burundaise a effectué une rotation en Somalie (certains font même leur seconde rotation).⁵³ Par ailleurs, en cas de décès en mission, une somme de 50 000 dollars est versée aux ayants droit. A Gitega, la deuxième ville du Burundi, les vétérans de l'Amisom ont construit un nouveau quartier résidentiel.

Outre la hausse de salaire pour les militaires, la participation aux missions de maintien de la paix est aussi synonyme de nouvelles perspectives de carrière à l'international.⁵⁴ La formation militaire et les financements destinés au budget de l'Etat constituent d'autres bénéfices. Ainsi, les militaires burundais ont reçu une formation pré-déploiement dispensée principalement mais pas uniquement par le programme américain *African Contingency Operations Training and Assistance* (Acota) ; et environ 200 dollars de la solde de chaque militaire en mission en Somalie revient à l'Etat, en principe pour financer l'équipement et d'autres frais militaires, une procédure normale pour les missions de maintien de la paix.⁵⁵

Souhaitant maximiser le retour sur investissement tant politique que financier de la participation au maintien de la paix, le régime a fait plusieurs offres de service (Mali, République centrafricaine) et les forces de sécurité burundaises ont ainsi été déployées dans le cadre de la mission de l'Union africaine en Centrafrique (Misca) puis de la mission onusienne qui lui a succédé (Minusca). La participation au maintien de la paix est devenue une politique officielle, ajoutée aux missions de la Force de défense nationale.⁵⁶

La crise actuelle a conduit au retrait de l'assistance internationale et à de forts questionnements sur la participation de l'armée burundaise aux missions de maintien de la paix. En effet, le développement d'un conflit de basse intensité au Burundi contredit son rôle de « force de maintien de la paix » dans d'autres conflits.⁵⁷

Dès les prémices de la crise, les principaux pourvoyeurs de coopération militaire se sont retirés.⁵⁸ Les autorités américaines ont suspendu les formations du programme

⁵² Au moment de la rédaction de ce rapport, l'effectif burundais au sein de l'Amisom s'élève à 5 432 hommes.

⁵³ Du fait des prélèvements du gouvernement, le salaire réel en mission avoisine les 500-600 dollars. Entretien de Crisis Group, militaire, Nairobi, août 2016. Cette mission a dix ans cette année.

⁵⁴ L'ex-président Buyoya est devenu le premier chef de la Misma, puis le haut représentant de l'UA au Mali à partir de 2012 ; le putschiste major général Cyrille Ndayirukiye a été directeur de l'Eastern Africa Standby Force (East brigade) à Nairobi ; le défunt général Athanase Kararuzza a été l'adjoint du chef de la Misca en Centrafrique ; le général Silas Ntirwurirwa a été le commandant de l'Amisom ; et le général Kabisa a été en poste à l'East brigade.

⁵⁵ Correspondance de Crisis Group, responsable d'une organisation multilatérale, mars 2017.

⁵⁶ La participation aux missions de maintien de la paix des organisations multilatérales fait partie des cinq missions de la Force de défense nationale telles que définies dans la politique nationale de défense. « Politique nationale de défense », op. cit. Outre la Minusca et l'Amisom, le Burundi a participé à la Minuad, à l'Onuci et à la Minustah avec des effectifs ne dépassant pas 50 hommes par mission.

⁵⁷ Nina Wilén, Gérard Birantamije and David Ambrosetti, « Is Burundi still a credible peacekeeper? », *The Washington Post*, 23 mai 2015.

⁵⁸ La première crispation entre les coopérations militaires occidentales (Etats-Unis, France, Pays-Bas, Belgique) et le gouvernement burundais a suivi l'attaque de Cibitoke début 2015, et la réaction

Acota, qui avait déjà été réduit car un nombre conséquent de troupes et d'officiers en avaient déjà bénéficié, et les autorités hollandaises ont suspendu la majeure partie de leur programme de développement du secteur de la sécurité (DSS), le plus important programme bilatéral de coopération militaire d'un point de vue financier.⁵⁹ Alors que des organisations de la société civile ont lancé une campagne sur les réseaux sociaux pour le retour des soldats burundais des missions de maintien de la paix (« *bringbackoursoldiers* »), la participation du Burundi est contestée par les Nations unies et l'Union européenne.

Le financement de primes mensuelles des soldats de l'Amisom est assuré par l'Union européenne (UE), par l'intermédiaire de l'Union africaine (UA). L'UE octroie, depuis janvier 2016, 800 dollars par mois par soldat – 1 028 dollars auparavant –, et les pays contributeurs de troupes décident du montant qu'ils allouent à leurs soldats.⁶⁰ Le gouvernement burundais payait ses troupes 800 dollars avant janvier 2016 et retenait donc 200 dollars pour ses frais généraux. La participation de l'armée burundaise dans la mission aurait alors rapporté 52 millions de dollars par an aux militaires et 13 millions au budget du gouvernement. En mars 2016, l'UE a décidé que le non-respect par le Burundi de l'accord de Cotonou, qui fixe les principes et modalités d'une partie de l'aide européenne, interdisait ces paiements, et a demandé à l'UA de trouver le moyen de payer les soldats burundais de l'Amisom sans passer par le gouvernement. Après plusieurs mois d'âpres débats, le Burundi a menacé, dans une lettre à la Commission de l'UA du 8 décembre, de retirer ses troupes faute d'un nouveau moyen de paiement satisfaisant.

En janvier 2017, un compromis semble avoir été trouvé selon lequel les paiements seraient versés aux soldats par l'intermédiaire d'une banque commerciale et non par l'intermédiaire du gouvernement.⁶¹ Les menaces du Burundi ont visiblement porté leurs fruits, sans doute en raison de l'importance de l'Amisom à la fois pour l'UA et pour l'UE. Si le nouvel arrangement se confirmait, cela pourrait apporter une bouffée d'oxygène à la fois à l'armée burundaise et au régime car ce dernier sera toujours en mesure de prélever une part des primes versées par l'UE aux soldats de l'Amisom.⁶²

Cependant, la participation du Burundi au maintien de la paix fait l'objet d'une plus grande vigilance et d'un examen minutieux. Ainsi les candidatures de certains personnels burundais pour participer à l'Amisom et à la Minusca ont été rejetées et

brutale de l'armée burundaise. La relation avec ces coopérations n'a fait que se détériorer après cette attaque. « Écoutons ce trop bruyant départ des instructeurs militaires de l'armée burundaise », *Iwacu*, 22 avril 2015 ; « US suspends Burundi peacekeeping training over protests », Reuters, 23 mai 2015. La Chine n'a pas suivi ce mouvement. « La Chine octroie des engins de travaux à l'armée burundaise », RTNB, 8 juillet 2016.

⁵⁹ Ce programme a débuté en 2010, devait durer huit ans pour un montant d'environ 20 millions d'euros et comportait trois piliers (police, armée et gouvernance). Seul son volet gouvernance est encore actif. Ce programme a notamment dispensé des formations sur la gestion négociée de l'espace public, sur la neutralité politique et soutenu des "compétitions éthiques" entre commissariats sur l'usage légal de la contrainte en mars 2015. www.programmedss.bi/fr.

⁶⁰ Paul D Williams, « Paying for AMISOM: Are Politics and Bureaucracy Undermining the AU's Largest Peace Operation? », International Peace Institute, 11 janvier 2017.

⁶¹ « Burundi, AU resolve AMISOM pay dispute », Africanews, 16 février 2017.

⁶² Entretien téléphonique de Crisis Group, diplomate, 27 mars 2017.

d'autres, déjà déployés, ont été rapatriés.⁶³ Cette politique s'est intensifiée avec le renvoi de l'ensemble du contingent de la police burundaise de la Minusca (280 hommes).⁶⁴

⁶³ Les candidats étaient trois majors dont la participation à la répression au Burundi en 2015 avait été signalée par l'Office du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme. Le dernier officier en date à être renvoyé est un lieutenant-colonel. « Trois hommes avertis en valent beaucoup », *Iwacu*, 2 février 2016 ; « Le lieutenant-colonel Alfred Mayuyu renvoyé de la MINUSCA par l'ONU », Radio publique africaine (RPA), 22 août 2016. Entretien de Crisis Group, cadre de l'armée, Nairobi, août 2016.

⁶⁴ « L'ONU met un terme au mandat des policiers burundais, accusés d'exactions », Agence France-Presse, 4 juin 2016.

IV. L'avenir de l'armée à l'image de l'avenir du pays

Avant 2015, l'armée burundaise symbolisait en apparence la reconstruction du pays après la guerre civile et constituait un élément essentiel du projet des puissances occidentales de former et de financer des militaires africains pour les opérations de maintien de la paix sur le continent. Depuis avril 2015, une crise politique largement prévisible a provoqué des désertions, exposé les lignes de fracture historiques au sein de l'armée, et suscité une certaine contestation quant à sa participation aux missions internationales de maintien de la paix. Une formation sur le maintien de la paix a quelque peu professionnalisé une armée regroupant vieille garde et anciens rebelles et sa position de neutralité lors des émeutes de 2015 atteste de la volonté d'un certain nombre d'officiers de rester à l'écart des batailles politiques. Cependant, cette politique de transformation a été contrariée par le manque de cohésion de l'institution militaire, le commandement parallèle et le clientélisme pratiqué par un régime kleptocrate et violent.

La résolution de la crise dans l'institution militaire passe par un règlement politique, auquel les militaires loyalistes et frondeurs devront être associés. Mais jusqu'à présent, tous les efforts de médiation se sont soldés par des échecs et aucun dialogue n'a commencé entre l'opposition et le régime – ce dernier étant hostile à l'idée même de négociation. Ainsi, malgré plusieurs tentatives de médiation par Benjamin Mkapa en 2016 et 2017, le gouvernement refuse toujours de rencontrer et de dialoguer avec les membres de l'opposition qui font l'objet d'un mandat d'arrêt national. La perspective d'un dialogue entre l'opposition et le régime s'éloignant avec la persistance de la crise politique, il n'y a pas de solution évidente à la crise de l'armée. Par conséquent, on peut s'interroger sur l'impact, à terme, de cette situation sur l'institution militaire : la neutralisation des opposants dans l'armée pourrait-elle la déstabiliser en provoquant une contre-réaction violente, ou réussir et aboutir au « déclin silencieux » de la Force de défense nationale ?⁶⁵

Depuis le putsch manqué de mai 2015, et vu l'échec de la médiation, plusieurs scénarios sont possibles pour le Burundi : une nouvelle tentative de déstabilisation pourrait aboutir à un changement de régime relativement rapide, ou à une désintégration des structures de commandement et une guerre civile ; une stagnation de l'institution militaire pourrait la voir se dégrader à l'image du pays.

Si l'idée se répand parmi les militaires que le maintien de Pierre Nkurunziza au pouvoir et le jusqu'au-boutisme du régime sont trop préjudiciables à leurs intérêts, certains pourront être tentés par un nouveau putsch. La dégradation de leur situation économique et sociale combinée à la peur de l'élimination physique peut leur faire sauter le pas, comme en mai 2015. Toute tentative de changer la constitution pour permettre au président de briguer un nouveau mandat serait particulièrement risquée. Certains officiers ex-PMPA partagent ces inquiétudes et craignent que la politique actuelle compromette leur avenir. Ils pourraient donc aussi participer à une nouvelle tentative de putsch.

La remise en cause du compromis politique dans le secteur de la sécurité fait maintenant resurgir les anciennes divisions et rancœurs qui avaient été mises de

⁶⁵ Entretien de Crisis Group, cadre de l'armée, Nairobi, août 2016.

côté mais n'avaient certainement pas disparu. Par conséquent, une mutinerie consécutive à de nouvelles arrestations d'ex-Forces armées burundaises (ex-FAB), à un nouveau meurtre d'un militaire de haut rang ou à un conflit avec les agents du service de renseignement ou la police n'est pas à exclure. La spontanéité d'une telle mutinerie, qui ne pourrait qu'être partielle en raison des clivages politico-ethniques de l'institution militaire, ouvrirait la voie à de nombreux scénarios – de la victoire par effet de surprise à la défaite faute de masse critique.

La politique de neutralisation des opposants dans l'armée peut aussi réussir. La combinaison des éliminations ciblées et de l'achat des consciences peut permettre de réduire les opposants à une minorité qui n'aura d'autres choix que de se taire ou de partir en exil, comme les anti-troisième mandat de la société civile et du monde politique. Le mouvement de défections en cours peut s'amplifier et l'armée être ainsi complètement purgée de ses éléments anti-troisième mandat. Ces derniers pourraient alimenter les réseaux de résistance à l'étranger mais le scénario de la formation d'une force unie et conséquente aux frontières du pays est pour le moment exclu à cause des divisions entre factions d'opposition et du manque de soutien extérieur.

L'armée cesserait alors d'être une poche de résistance au pouvoir du président Nkurunziza et de son entourage. La Force de défense nationale (FDN) ne se désintègrerait pas brutalement mais entrerait dans une phase de déclin du fait de la fuite de ses cadres les plus expérimentés, de la suppression des appuis étrangers, de sa politisation continue, de la réduction de son internationalisation et des difficultés budgétaires du gouvernement. Pauvre et faible, elle ne serait plus un danger pour le pouvoir qui concentrerait les ressources militaires restantes sur quelques unités sûres comme la Brigade spéciale de protection des institutions. Les objectifs stratégiques définis pour la FDN et le projet d'en faire « une armée loyale, professionnelle, prospère, moderne et républicaine » ne seraient alors plus qu'un souvenir.⁶⁶ Cela correspondrait à un schéma militaire qui a été envisagé comme un risque lors de la définition de la politique nationale de défense et qu'on retrouve dans de nombreux régimes africains autoritaires.⁶⁷

En dépit de l'intransigeance du gouvernement, le dialogue politique entre le régime et l'opposition reste indispensable.⁶⁸ Les divisions dans l'armée font de ces recommandations une urgence, d'autant plus que la perte de soutien financier extérieur risque d'accélérer sa dégradation.

Les responsables des organisations multilatérales qui cherchent une issue à la crise burundaise, y compris le nouveau président de la Commission de l'Union africaine, et les bailleurs du Burundi devraient indiquer très clairement aux autorités burundaises que leur position intransigeante, et les actes de répression et de violence sont inac-

⁶⁶ Politique sectorielle 2011-2015, ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants, p. 3. Tous les documents de planification sont porteurs de cette vision de la Force de défense nationale et mettent l'accent sur les ressources nécessaires pour en faire une force professionnelle. Livre blanc sur la Défense, Bujumbura, février 2014 ; stratégie sectorielle 2013-2016, ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants.

⁶⁷ « Politique nationale de défense », op. cit., p. 15.

⁶⁸ Rapports de Crisis Group, *Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?*, op. cit. ; et *Burundi : anatomie du troisième mandat*, op. cit. ; et le briefing *Burundi : la paix sacrifiée ?*, op. cit.

ceptables. Dans la mesure du possible, il faut encourager les groupes armés exilés à poursuivre sur la voie politique et à travailler à l'unification de l'opposition.

La participation des forces burundaises aux missions de maintien de la paix continuera vraisemblablement, à la suite de l'arrangement trouvé avec l'UA concernant l'Amisom. Ceci comporte des dangers désormais évidents ; le risque d'inclusion de membres des milices au sein des unités déployées, et le risque qu'une armée de plus en plus sous la coupe du régime ne soit impliquée à l'avenir dans des abus des droits humains, à l'image de la police et des renseignements. Tous ceux qui soutiennent et financent cette participation doivent être très vigilants, et augmenter leurs efforts de contrôle (*vetting*). Ils doivent être prêts, si le comportement de l'armée burundaise se dégrade, à la remplacer au sein des missions internationales.

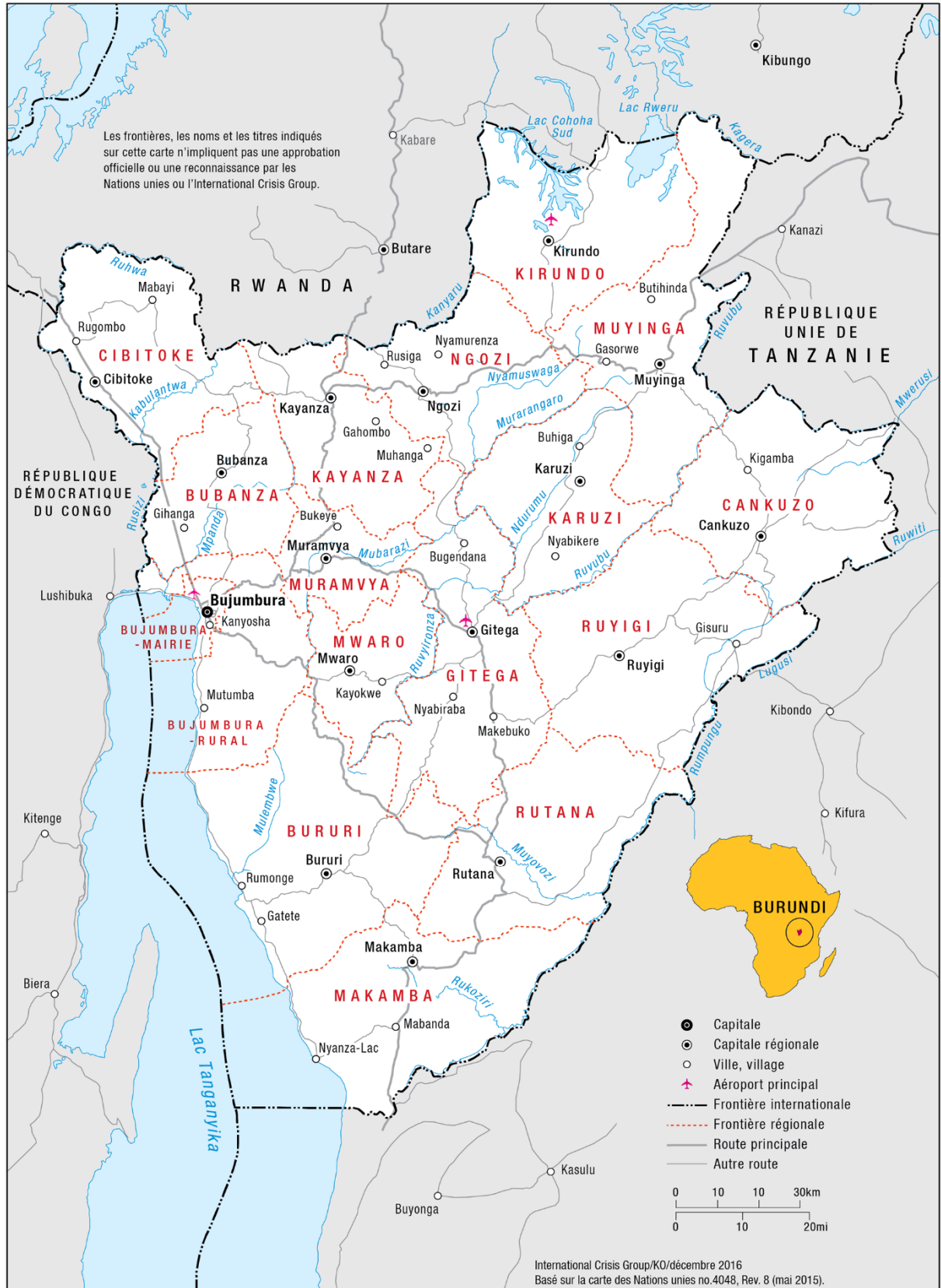
Toute formation internationale devrait désormais être conditionnée à des signes d'ouverture du gouvernement, y compris concernant le dialogue avec l'opposition en exil. Le risque d'un affaiblissement de l'armée à long terme en raison du retrait du soutien extérieur est beaucoup moins important pour le pays que celui d'un remodelage de l'armée conformément au projet autoritaire du régime, alors que les partenaires internationaux ferment les yeux.

V. Conclusion

La crise du régime burundais est rapidement devenue une crise de l'armée burundaise. Ce seul fait sème le doute sur la réussite du projet de « nouvelle armée républicaine » vantée par les autorités burundaises et leurs partenaires. Il souligne les limites de la formation pour changer le fonctionnement des institutions et instaurer une gouvernance démocratique du secteur de la sécurité. Si l'armée burundaise a changé depuis la signature de l'accord d'Arusha en 2000, les liens pernecieux entre pouvoir politique et armée sont en revanche restés les mêmes.

Nairobi/Bruxelles, 5 avril 2017

Annexe A : Carte du Burundi



Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La vice-présidente du Conseil est Ayo Obe, juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision au Nigéria.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et dispose de bureaux dans neuf autres villes : Bichkek, Bogotá, Dakar, Islamabad, Istanbul, Nairobi, Londres, New York et Washington DC. L'organisation a également des représentations dans les villes suivantes : Bangkok, Beyrouth, Caracas, Delhi, Dubaï, Gaza, Ciudad de Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kiev, Mexico, Pékin, Rabat, Sydney, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: le ministère allemand des affaires étrangères, l'Agence américaine pour le développement international, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, le ministère canadien des Affaires étrangères, du commerce et du développement, la Principauté du Liechtenstein, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes : la Carnegie Corporation de New York, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Fondation Koerber, la Fondation de Henry Luce, la Fondation Humanity United, la Fondation Tinker, le Fonds Ploughshares, les Fondations Open Society, l'Initiative Open Society pour l'Afrique de l'Ouest, et le Fond des frères Rockefeller.

Avril 2017

Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014

Rapports Spéciaux

Exploiting Disorder: al-Qaeda and the Islamic State, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Afrique australe

Madagascar : une sortie de crise superficielle ? Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Afrique centrale

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1^{er} avril 2014 (aussi disponible en anglais).

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible? Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée? Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230, 21 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat, Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017.

Afrique de l'Ouest

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée? Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, Rapport Afrique N°231, 29 septembre 2015.

The Politics Behind the Ebola Crisis, Rapport Afrique N°232, 28 octobre 2015.

Mali: Peace from Below?, Briefing Afrique N°115, 14 décembre 2015.

Burkina Faso : transition acte II, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.

Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram sur la défensive?, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: The Challenge of Military Reform, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.

Mali central : la fabrique d'une insurrection ?, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigéria : les femmes et Boko Haram, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017.

Ethiopia: Governing the Faithful, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.

Sudan's Islamists: From Salvation to Survival, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.

South Sudan's South: Conflict in the Equatorias, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.

Kenya's Coast: Devolution Disappointed, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.

South Sudan: Rearranging the Chessboard, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.

Corne de l'Afrique

Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.

South Sudan: A Civil War by Any Other Name, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.

Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.

Eritrea: Ending the Exodus?, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.

Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.

South Sudan: Jonglei – "We Have Always Been at War", Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.

Sudan and South Sudan's Merging Conflicts, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.

Sudan: The Prospects for "National Dialogue", Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.

The Chaos in Darfur, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.

South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.

Somaliland: The Strains of Success, Briefing Afrique N°113, 5 octobre 2015.

Kenya's Somali North East: Devolution and Security, Briefing Afrique N°114, 17 novembre 2015.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown
Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno
Ancien sous-secrétaire général du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe
Présidente du Conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola
Fondateur et président, FATE Foundation

Ali al Shihabi
Écrivain; Fondateur et ancien président, Rasmala Investment bank

Celso Amorim
Ancien ministre brésilien des Relations extérieures; Ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary
Président, Parman Capital Group LLC; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Nahum Barnea
Chroniqueur politique, Israël

Kim Beazley
Ancien vice-Premier ministre d'Australie et ambassadeur aux Etats-Unis ; ancien ministre de la Défense

Carl Bildt
Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino
Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi
Membre, The Elders; diplomate des Nations unies; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Cheryl Carolus
Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai
Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark
Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel
Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Frank Giustra
Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Mo Ibrahim
Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger
Président, Forum de Munich sur les politiques de défense; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir
Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancienne rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi
Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar
Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok
Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Andrey Kortunov
Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev
Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Ricardo Lagos
Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman
Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Helge Lund
Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Shivshankar Menon
Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh
Directeur du Programme sur le droit international et les conflits armés de la Faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni
Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa
Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Roza Otunbayeva
Ancienne présidente de la République kirghize ; fondatrice de la « Roza Otunbayeva Initiative », fondation internationale publique

Thomas R. Pickering
Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Olympia Snowe
Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

Javier Solana
Président du Centre pour l'Economie globale et la Géopolitiques ESADE ; membre émérite, The Brookings Institution

Alexander Soros
Membre, Open Society Foundations

George Soros
Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Pär Stenbäck
Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et de l'Education ; président du Parlement culturel européen

Jonas Gahr Støre
Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers
Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt
Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi
Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES**BP****Shearman & Sterling LLP****Statoil (U.K.) Ltd.****White & Case LLP****DONATEURS PRIVES****(5) Anonyme****Scott Bessent****David Brown & Erika Franke****Stephen & Jennifer Dattels****Herman De Bode****Reynold Levy****Alexander Soros**

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES**APCO Worldwide Inc.****Atlas Copco AB****BG Group plc****Chevron****Edelman UK****HSBC Holdings plc****MetLife****Shell****Yapi Merkezi Construction and Industry Inc.****DONATEURS PRIVES****(2) Anonymous****Mark Bergman****Stanley Bergman & Edward Bergman****Elizabeth Bohart****Neil & Sandra DeFeo Family Foundation****Sam Englehardt****Neemat Frem****Seth & Jane Ginns****Ronald Glickman****Rita E. Hauser****Geoffrey R. Hoguet & Ana****Luisa Ponti****Geoffrey Hsu****Faisel Khan****Cleopatra Kitti****Virginie Maisonneuve****Dennis Miller****Kerry Propper****Nina K. Solarz**

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Luke Alexander**Gillea Allison****Amy Benziger****Tripp Callan****Victoria Ergolavou****Christina Bache Fidan****Beatriz Garcia****Lynda Hammes****Matthew Magenheim****Madison Malloch-Brown****Peter Martin****Megan McGill****Rahul Sen Sharma****Leeanne Su****AJ Twombly****Dillon Twombly****Grant Webster**

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari

Président émérite

George Mitchell

Président émérite

Gareth Evans

Président émérite

Kenneth Adelman**Adnan Abu-Odeh****HRH Prince Turki al-Faisal****Óscar Arias****Ersin Arıoğlu****Richard Armitage****Diego Arria****Zainab Bangura****Shlomo Ben-Ami****Christoph Bertram****Alan Blinken****Lakhdar Brahimi****Zbigniew Brzezinski****Kim Campbell****Jorge Castañeda****Naresh Chandra****Eugene Chien****Joaquim Alberto Chissano****Victor Chu****Mong Joon Chung****Pat Cox****Gianfranco Dell'Alba****Jacques Delors****Alain Destexhe****Mou-Shih Ding****Uffe Ellemann-Jensen****Gernot Erlor****Marika Fahlén****Stanley Fischer****Carla Hills****Swanee Hunt****James V. Kimsey****Aleksander Kwasniewski****Todung Mulya Lubis****Allan J. MacEachen****Graça Machel****Jessica T. Mathews****Barbara McDougall****Matthew McHugh****Miklós Németh****Christine Ockrent****Timothy Ong****Olara Otunnu****Lord (Christopher) Patten****Victor Pinchuk****Surin Pitsuwan****Fidel V. Ramos**